

La mutualisation militaire avant la mutualisation des dettes ?

Les grands projets européens de Macron sont tièdement accueillis. Ils passent à côté de l'essentiel : les problèmes financiers.

Le 5 mars dernier, Emmanuel Macron a publié une tribune relayée dans les 28 pays de l'UE, où il expose sa vision centralisatrice et dirigiste de l'intégration communautaire, dans le cadre d'« une renaissance européenne » qu'il appelle de ses vœux.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les propositions françaises n'ont pas été au goût de tous nos partenaires.

Le président du gouvernement tchèque Andrej Babis; a ouvert le bal des réactions cinglantes. À moins bien sûr que vous ne lisiez le tchèque, vous n'avez quasiment aucune chance d'avoir pu lire quoi que ce soit à ce sujet, sauf sous la forme de quelques extraits en anglais sur Reuters. Il ne me semble donc pas inutile de vous en livrer un échantillon.

Au sujet du modèle social français que tout le monde nous envie mais n'a pas envie de copier

« Les propositions du président Macron sont présentées sous une forme attrayante mais elles sont complètement en dehors de la réalité. J'ai déjà remarqué que lorsque la France réclame plus d'Europe, elle réclame en réalité plus de France.

□

Chaque pays possède une histoire singulière, un niveau économique différent et même des attentes légèrement différentes de celles de l'UE. Notre peuple refuse qu'un pays puisse dicter ses idées aux autres. Tous les dirigeants de l'UE devraient d'abord discuter de ces idées au préalable.

□

Nous ne permettrons pas qu'il y ait une pression excessive sur l'harmonisation des régions dans lesquelles un certain nombre d'Etats ne souhaitent pas instaurer des impôts ou des salaires minimums.

□

Nous ne voulons pas d'une Europe unifiée soumise aux mêmes règles pour tout. Nous ne voulons pas des taxes et des impôts unifiés pour l'ensemble de l'UE. Nous pouvons faire tout cela nous-mêmes. »

Au sujet de la gouvernance européenne et de la vocation de l'UE

« ... le Brexit ne représente pas une menace pour l'UE, il est plutôt la conséquence des dysfonctionnements de l'UE et le signe que les choses ne peuvent plus continuer ainsi. L'UE doit retrouver ses racines et, avant tout, se concentrer sur l'achèvement du marché commun, la

suppression des barrières économiques et la gestion de la sécurité. J'ai notamment mal vécu la pression en faveur d'une politique d'asile commune. Nous voulons décider nous-mêmes qui nous souhaitons accueillir sur notre territoire.

[]

Et que personne ne dise que la République tchèque n'est pas solidaire : des milliers de personnes sont venues d'Ukraine, un pays dans lequel se déroulent toujours des combats. Nous les avons acceptées sans discuter et sans trouver d'excuses. Mais de façon légale, sur la base d'un permis de travail et d'un permis de résidence. »

Mais c'est d'Allemagne, où les langues ont mis quelques jours à se délier, qu'est venu le coup le plus dur pour Emmanuel Macron.

La dauphine d'Angela Merkel enterre la vision constructiviste d'Emmanuel Macron

Le 9 mars, soit quatre jours après la publication de la tribune du président français, Annegret Kramp-Karrenbauer (AKK outre-Rhin, et l'on se permettra de l'appeler ainsi dans ces colonnes) a présenté sa propre vision de l'intégration européenne dans une tribune publiée le 10 mars dans Welt am Sonntag.

La dirigeante de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), qui pourrait succéder à Angela Merkel à la tête du gouvernement fédéral, y dresse clairement un cordon sanitaire vis-à-vis des propositions françaises en matière sociale, financière et diplomatique.

En résumé, cela donne : oui à une police des frontières commune, non à tout le reste, et une surprise que je vous garde pour la fin.

Extraits :

« [] nous devons miser sans ambages sur un système reposant sur la subsidiarité, la responsabilité individuelle et les devoirs qui en découlent. Le centralisme européen, l'étatisme européen, la communautarisation des dettes, l'eupéanisation des systèmes de protection sociale et du salaire minimum seraient la mauvaise voie.

[]

Aucun super-État européen ne saurait répondre à l'objectif d'une Europe capable d'agir. Le fonctionnement des institutions européennes ne peut revendiquer aucune supériorité morale par rapport à la coopération entre les gouvernements nationaux. Refonder l'Europe ne se fera pas sans les États-nations : ce sont eux qui fondent la légitimité démocratique et l'identification des peuples ».

Ensuite, les choses se corsent.

AKK veut la mutualisation des moyens militaires

Au niveau stratégique, AKK propose tout d'abord la construction avec la France d'un « porte-avion européen commun », afin de « souligner le rôle de l'Union européenne dans le monde en tant que puissance garante de sécurité et de paix ».

Il y a là un problème, comme l'explique Jean-Marc Daniel :

« Dans le compromis qui était né à la fin des années 40, au début des années 50, il y avait cette idée que l'Allemagne n'aurait pas d'aviation militaire et ne serait pas associée à l'aviation militaire autrement que par le biais des Américains, et que le privilège de la France, c'est de conserver cette capacité à développer un outil militaire aérien. »

Plutôt que la mise en place d'un Conseil de sécurité européen visant à préparer les « décisions collectives » de l'UE dans le domaine de la défense - tel que proposée par Emmanuel Macron -, AKK remet le couvert au sujet de l'octroi à l'UE d'un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU, lequel serait la mutualisation - si j'ose dire - du siège français. Une « revendication de longue date de l'Allemagne » qui a le don d'irriter « au plus haut point Paris », comme l'indique le Huffington Post.

Deux jours après la publication de la tribune d'AKK, Angela Merkel la validait en bloc et, ultime provocation, se fendait nonchalamment de la remarque suivante : « Le fait que la France est sceptique au sujet d'un siège européen à l'ONU est connu. »

Camouflet supplémentaire, concernant les institutions européennes, AKK verrait d'un très bon oeil la suppression du siège strasbourgeois du Parlement européen, lequel ne se réunirait donc plus qu'à Bruxelles.

Bref, la nouvelle présidente de la CDU assume le désaccord avec la France, et l'Allemagne n'en n'a pas fini de lorgner sur les attributs militaires de notre souveraineté.

À part un ralentissement économique, on voit mal ce qui pourrait rendre l'Allemagne plus conciliante avec ses partenaires européens, comme le relevait Natixis fin janvier.

France-Allemagne : vers la séparation de corps en attendant le divorce, ou vers la soumission de l'époux le plus faible à celui qui a le plus de moyens de pression ?

Du point de vue d'AKK, l'Allemagne a déjà fait suffisamment de concessions sur le plan économique. Quand on lit Die Welt, on apprend même que Mario Draghi hante les nuits des épargnants allemands.

Pour AKK, le moment des concessions politiques est maintenant venu pour la France, soit l'exact inverse du postulat d'Emmanuel Macron.

Comme le diagnostique Jean-Marc Daniel :

« Depuis le discours d'Aix-la-Chapelle où Emmanuel Macron avait dit qu'il faut se débarrasser du fétichisme des excédents budgétaires et commerciaux, le couple franco-allemand est en crise, alors on ne va pas divorcer mais on aurait besoin d'un conseiller conjugal ».

En octobre dernier, Simone Wapler écrivait au sujet du « couple » franco-allemand :

« Comme dans un mariage, les conjoints ont pensé que les défauts de l'autre s'atténueraient avec le temps. Grave erreur, c'est en général l'inverse qui se produit Pour l'euro, ça n'a pas raté. »

Les tensions s'avivent alors que les vrais soucis d'argent n'ont pas encore commencé. Mais la croissance ralentit en Allemagne

Pour plus d'informations de ce genre, c'est ici et c'est gratuit